La Grande Relève

FONDÉ EN 1935

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DE PARTAGE

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» **V. Hugo.**

N° **1158** - novembre 2014

SOMMAIRE :

• ACTUALITÉ

pages 2 et 6 Au fil des jours

JEAN-PIERRE MON *"s'étonne" une fois encore de l'aveuglement (?) du gouvernement en matière de création d'emplois. Il salue par contre la nouvelle victoire de la gauche bolivienne.*

page 3 Face aux jeunes loups, pas de politique de l'autruche !

MARIE-LOUISE DUBOIN *dénonce la façon trompeuse dont les médias ont applaudi le choix des banquiers de la Banque de Suède, alors qu'ils passent sous silence les dangers du traité dit de libre échange que UE et E-U négocient, en cachette, avec les multinationales.*

Elle suggère la lecture de deux livres pour comprendre au lieu de croire :

• LECTURES

page 5 La Bancocratie, *d'Éric Toussaint*

Dette et extractivisme, *de Nicolas Sersiron*

• RÉFLEXION

page 7 Les limites énergétiques dela croissance

JACQUES HAMON *rappelle l'essentiel d'une information qui a été présentée à une soixantaine de responsables politiques… et qui est restée "lettre morte" !*

page 8 L'heure du choix a sonné

III. Que penser du "Développement Durable"?

FRANÇOIS CHATEL *passe en revue chacun des divers aspects d'un des choix envisagés pour surmonter la crise environnementale.*

• DÉBATS

page 13 Sortir de l'animalité dans la nature ?

GUY EVRARD *revient sur de précédents articles de F. Chatel pour interroger sur les relations entre les humains et les animaux.*

• ***page 14 Courrier des lecteurs***

PRIX en FRANCE 2,20 € ISSN : 2117-5047 *commission paritaire* N°0418 I 83051

Une obscure lucidité

Après avoir pris connaissance des derniers chiffres du chômage, qui faisaient état d'une hausse de 19.300 chômeurs en septembre, F. Rebsamen, ministre du travail et de l'emploi, vient de déclarer[1] dans un éclair de lucidité : *«Soyons honnêtes, nous sommes en échec»*. Qui pourrait en douter ? Mais il aggrave son cas lorsqu'il essaie d'en expliquer la cause : *«Tant qu'une croissance plus forte n'est pas là, il n'y a pas assez de créations d'emplois»*. Et il finit par se couvrir de ridicule en ajoutant que le gouvernement aurait dû faire davantage de pédagogie sur certaines mesures comme le crédit d'impôts compétitivité emploi. Pour couronner le tout, il ajoute qu'il n'y aura pas d'amélioration de l'emploi avant le second semestre 2015. Voila qui va rassurer les 5.431.500 chômeurs que vient d'enregistrer Pôle emploi !
Au lieu de raconter des sornettes, M. Rebsamen, tout comme ses collègues ministres, ferait mieux de s'informer sérieusement, par exemple en consultant les publications de l'Organisation du Travail (OIT)[2] qui prévoient une augmentation du chômage mondial au moins jusqu'en 2018 malgré une reprise…
On constate déjà que la "reprise" pourtant forte des États-Unis se fait sans création significative d'emplois.
Enfin, je n'imagine pas une seconde que M. Rebsamen n'ait pas encore entendu parler de la "révolution numérique" en cours[3]. Allons, soyez honnête jusqu'au bout, M. Rebsamen, quitte *«à désespérer Billancourt»*[4] (et ATTAC France), il faut **re-imaginer le travail**. Sinon, pour dégonfler les statistiques du chômage il ne vous restera plus qu'à instaurer des "mini jobs" comme en Allemagne ou des emplois à "zéro heure" comme en Grande Bretagne. Mais ce n'est pas très social et encore moins socialiste (si ce terme a encore un sens pour vous…)

Le "*pro business*"

Pardonnez moi ce "globish" que je n'ai fait qu'emprunter à notre Premier ministre qui, en visite à la Cité de Londres le 6 octobre, a cru bon de déclarer pour rassurer les milieux financiers britanniques sur la politique capitaliste de la France: *«My government is pro business»*. Ce qui a, paraît-il, laissé ses interlocuteurs absolument froids. Pas étonnant : ce qu'on entend en France par *«pro business»* est tout à fait différent de ce que ça signifie outre-Manche. Chez nous, *«c'est synonyme de satisfaction des réclamations d'organisations patronales, omniprésentes comme le Medef ou la CGPME, ou opportunistes comme "les pigeons", croyant savoir ce qui est bon pour le pays. Rien à voir avec le «pro business» décliné à Londres, davantage tourné vers l'intérêt général»*[5].
Beaucoup plus grave encore que les réponses empressées aux demandes des milieux patronaux, le gouvernement de Manuel Valls vient, depuis la rentrée, d'ouvrir un nouveau chantier : *«le développement de formations destinées à répondre aux besoins immédiats des entreprises»*. C'est extrêmement dangereux car, *«si des mesures fiscales ou sociales peuvent être corrigées en cas d'erreur manifeste, les choix éducatifs sont souvent irréversibles : la formation initiale est un passeport, ou un boulet, pour des décennies»*. Nous en avons déjà fait l'expérience. Ainsi, sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing l'idée de pousser les jeunes vers des métiers "utiles aux entreprises" (en l'espèce, les métiers manuels qui allaient être libérés, disait-on, par l'inversion des flux migratoires…) a été très en vogue. Mais dit Askenazy *«Ce fut là encore visionnaire»*, et eut pour conséquences que *«les Français de plus de 55 ans sont encore aujourd'hui largement moins éduqués que les Allemands ou les Britanniques, ce qui explique une bonne part du taux d'emploi très faible des seniors»*.
La politique de démocratisation scolaire impulsée par la gauche au début des années 80 a un peu amélioré la situation mais elle s'est ralentie dans la dernière décennie du XXè siècle, car le patronat n'avait rien vu de l'intérêt que présentait pour la plupart des entreprises la révolution des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Et ces vues à court terme du patronat et des politiques nous ont fait maintenant entrer dans *«une des phases les plus pathétiques de l'histoire économique française»* qui fait de la France le seul pays de l'OCDE dans lequel le poids de la recherche-développement décline.
Moralité : Il faut bien se garder de *«croire que le "pro-business" à la française assure l'avenir»*.

(le fil des jours continue page 6 →)

1 *Le Parisien*, 25/10/2014.

5 Philippe Askénazy, *Le Monde*, Eco& Entreprise, 22/10/2014.

2 Tendances mondiales de l'emploi 2014 : vers une reprise sans création d'emploi.

3 Voir, par exemple, *GR* 1151, mars 2014.

4 Réplique de Jean-Paul Sartre, dans les années 1950, à des critiques de gauches, signifiant qu'il ne faut pas forcément dire la vérité aux ouvriers de peur de les démoraliser.

Face aux jeunes loups, pas de politique de l'autruche !

Selon des sondages, il paraît que 58% des Français ont une excellente opinion du nouveau ministre de l'économie, Emmanuel Macron, et mettent beaucoup d'espoir dans ce benjamin du gouvernement qui se dit bien décidé à faire au plus vite "ses" réformes, à savoir : revenir sur les 35 heures, sur l'allocation chômage, sur la retraite, etc. Les sondages seraient-ils bidon ? Les sondés seraient-ils mal informés ? Ou masochistes ?

Il est vrai que l'information leur vient surtout par les grands médias. Or il faut voir comment ces derniers passent sous silence le fait qu'un des plus dangereux traités de libre échange (désigné par des sigles divers : GMT, TAFTA, PTCI, TMP, TPP…) entre l'Union Européenne et les États-Unis se prépare dans le plus grand secret, dans un profond mépris de toute démocratie (voir *GR* 1150 de février dernier). Et s'il arrive que ces médias évoquent ces pourparlers entre les grandes entreprises internationales et nos gouvernements, ce n'est pas pour en évoquer les dangers. Ils ne soulignent pas, entre autres, le fait qu'il s'agit de permettre définitivement aux multinationales de faire condamner, par des tribunaux privés, les États qui prennent des mesures sociales, sanitaires ou environnementales, à leur verser des sommes colossales sous prétexte que ces mesures d'intérêt public sont pour elles des "manques à gagner" ! Chaque bulletin d'information donne le score des matches de foot, et pas seulement ceux de la "ligue 1", mais y avez-vous appris quelles villes se sont déclarées publiquement "hors TAFTA"? Quand des citoyens manifestent qu'ils ont découvert l'existence de ces négociations et compris ce qu'elles préparent, les médias n'en parlent pratiquement pas : quel écho avez-vous eu des 400 manifestations organisées contre ce traité et ses semblables, le 11 octobre dernier, par des dizaines de milliers de citoyens, et dans toute l'Europe ?

dessins de **F.Feer**

Un aspect dramatique de l'attitude de ces "*armes de distraction massive*", selon une expression que je trouve judicieuse pour désigner les grands médias, est qu'il faut du sensationnel pour qu'ils en parlent. Ils n'informent donc d'une manifestation que si elle est violente. Or un mouvement citoyen, heureusement, préfère l'humour à la violence. C'est grâce à cette sagesse qu'il nous est possible d'illustrer cette page de quelques uns des dessins de **F. Feer**, qui a l'art d'utiliser l'humour pour faire compren- • • •

dre ce que préparent ces négociations si soigneusement cachées.

*

Par contre, les grands médias n'ont pas manqué de crier en chœur «*Cocorico ! Le prix Nobel d'économie 2014 est français !*» Cette annonce est, d'abord, un mensonge puisqu'il n'existe pas de prix Nobel en économie : Nobel est mort en 1896, et c'est en 1968 que la Banque de Suède a créé la distinction dont il s'agit. Et un mensonge trompeur en ce sens qu'il fait oublier que ce sont des banquiers qui désignent celui que leur choix va faire passer pour le modèle à suivre, l'oracle mondial dans sa spécialité. Or, inciter ainsi à confondre l'économie avec la finance n'est pas neutre, c'est mettre dans la tête des braves gens que l'économie ne peut être ***que*** capitaliste.

Sous ces applaudissements, on a entendu fort peu d'informations sur les théories ultralibérales de cet économiste qui inspire le président Hollande et qui a été classé, à l'issue d'une enquête sérieuse, parmi "*les imposteurs de l'économie*", par L. Mauduit. Ce dernier rappelle en effet sur médiapart (www.mediapart.fr), que «*c'est ce personnage qui a le plus contribué en France à l'OPA du monde de la finance et de l'assurance sur la recherche économique de pointe*». Il explique comment Jean Tirole s'y est pris pour faire entrer la finance dans l'université, autrement dit le loup dans la bergerie : cet X-Ponts, fort en maths (plus précisément en statistiques), a été formé à l'économie aux États-Unis, il a obtenu son doctorat au prestigieux MIT. Admiratifs des universités états-uniennes, et constatant que l'État ne donne pas à ses universités les moyens d'être aussi prestigieuses, Jean-Jacques Laffont (1947-2004) et lui se sont dit qu'au lieu d'inciter les étudiants français à s'exiler (comme eux-mêmes) pour faire leurs études supérieures outre Atlantique, il fallait suivre l'exemple américain en créant en France une université tout aussi prestigieuse… Et justement, une loi-programme de mon ancien collègue (mais pas ami) Claude Allègre quand il était ministre, en 2006, est venue à point nommé leur en fournir l'occasion. Cette loi ultralibérale permet aux universités de déroger aux règles traditionnelles de la gestion publique. C'est cette dérèglementation (une de plus !) qui a permis à Jean Tirole de lever assez de fonds de la part d'entreprises privées pour financer son *École d'Économie de Toulouse* rebaptisée aussitôt *Toulouse School of Economics* (TSE) pour bien afficher la volonté qu'elle soit "le fer de lance" des États-Unis dans les universités françaises. Peu après, en 2011, TSE phagocitait même la faculté de sciences économiques de l'université de Toulouse I. Et pour beaucoup d'autres universités, dépourvues de moyens, un tel partenariat public-privé (sur les ppp, voir dans GR 1147, *La démocratie en question,* p.3) est devenu, hélas, l'exemple à suivre. Avec cette loi, l'État a donc allègrement amorcé la privatisation de l'Université.

Les fonds apportés par des groupes industriels ou financiers (AXA, BNP, Crédit Agricole, GDF-Suez, etc.) étant considérables, TSE a les moyens d'être terriblement attractive. Et la Cour des Comptes ne peut que constater que dans cette université de luxe, les rémunérations «*résultent d'une négociation de gré à gré*» dans des conditions «*proches de l'opacité*», auxquelles s'ajoutent des primes telles que «*les bénéficiaires d'une chair junior se voient proposer des rémunérations… près du double de celle d'un maître de conférences*» de l'université publique.

Les sponsors privés ayant une bonne part dans les prises de décisions de TSE, ils peuvent y privilégier un type de recherche ou d'enseignement qui les intéressent. On se doute donc, et Mauduit le note au passage, qu'un économiste soucieux des inégalités a peu de chance de faire carrière à Toulouse !

Comme le jury de la Banque de Suède saluait en son lauréat «*l'un des économistes les plus influents de notre époque*», j'ai cherché à cerner l'essentiel des théories économiques qu'il répand si aisément. Pour ce faire, rien ne m'a semblé plus clair que le blog qu'un autre économiste, mais pas sorti de la TSE, Jean Gadrey, met à disposition de tous à l'adresse http://www.alternatives-economiques.fr/blogs-/gadrey/. Dès le 14 octobre, il les exposait, avec sa clarté habituelle. En voici des extraits : «*Le prix de la Banque de Suède attribué à Jean Tirole s'inscrit dans la tradition d'une institution dont environ 90 % des lauréats font partie du courant de l'économie orthodoxe appelée néo-classique, celle qui sert depuis plus d'un demi-siècle à justifier la supériorité du marché concurrentiel… Cette nomination est aussi la reconnaissance par l'orthodoxie mondiale de la singularité, en France, de l'École d'économie de Toulouse, celle qui est le fer de lance dans notre pays du modèle américain faisant des grandes entreprises, des banques et des compagnies d'assurances les grands financeurs, à part presque égale avec l'État, de la recherche économique… Jean Tirole a beaucoup contribué à cette modalité de "liaisons dangereuses" entre la recherche et le capitalisme financier.*» Il précise : «*Parmi ses travaux…je retiens d'abord, en raison de leur influence sur les politiques, ceux qui ont servi à outiller la dérégulation/privatisation des grands services publics de réseau… Il ne semble pas que ses modèles aient pris en compte les vagues de suicides et l'ampleur de la souffrance au travail qui ont résulté de ces privatisations partout, ni la dégradation de la qualité de service dans bien des cas, ni celle de l'accès universel à des services d'intérêt général… Jean Tirole est également l'auteur, avec O. Blanchard, d'un rapport fameux (2003) sur la dérégulation du marché du travail, visant à remplacer les CDD et les CDI par un contrat unique. Ce "marché unique" aurait pour corollaire la suppression d'une bonne partie du droit du travail et des protections*

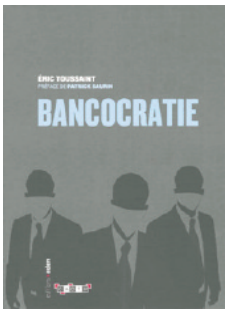
juridiques, dont la mise au rencart des prud'hommes… Il s'est aussi prononcé, en Europe, en faveur d'une union bancaire européenne dont l'une des dispositions renforcerait encore les pouvoirs de la BCE sans remettre en cause sa fameuse "indépendance", et sans lui attribuer le droit de prêter aux États en difficulté».

Il ressort des positions de notre X-Ponts-MIT-TSE qu'il a une vue très mathématique de l'économie, à laquelle il applique sa spécialité qui est, en statistique, la théorie des jeux. Or cette "mathématisation" de l'économie ne semble pas faite seulement pour «*impressioner le néophyte,sans pour autant dépasser le niveau de la taupe*» (cette expression est de J-P Dupuis) et imposer ses vues par une sorte de rigueur d'apparence scientifique à ceux qui oseraient prétendre que l'économie n'est pas une science exacte, qu'elle ne doit pas être si décharnée, qu'il ne faut pas négliger l'aspect humain des décisions, voire même faire preuve d'un véritable souci de respecter l'environnement. Cette impression est renforcée en lisant, toujours sur le blog de Jean Gadrey, les propositions de notre "banquedesuédisé" sur les questions écologiques : «*Il est le principal auteur d'un rapport sur le climat (2009) où l'on retrouve l'obsession du marché aussi libre que possible, moyennant de petits ajustements et de petites incitations, toutes économiques ou marchandes elles aussi. Il se prononce contre les normes techniques imposées… et les régulations non marchandes contraignantes. Il préconise non pas des taxes, mais un "marché unique" à prix international unique du carbone, fondé de préférence sur une mise aux enchères des "droits à polluer"… toute la panoplie du capitalisme financier mise au service du climat, telle est sa vision…*»

*

Puisque cet économiste est l'un «*des plus influents de notre époque*», les jeunes loups tels que Macron en France et Renzi en Italie, ont donc le vent en poupe pour nous préparer de beaux jours, ce que les médias nous incitent à ne pas voir. Pour ne pas suivre cette politique de l'autruche, il y a, heureusement, d'autres moyens de s'informer. Quelques éditeurs, et de plus en plus nombreuses associations telles que le CADTM, le CETIM, Attac aussi, publient des ouvrages fort bien faits pour ouvrir les yeux… Il suffit de faire un tout petit effort pour les lire. Voici, par exemple, encore deux livres récemment publiés, qui ont un double avantage : ils ne demandent qu'un très petit effort (ils ont été bien conçus pour être faciles à comprendre) et ils sont très complets sur deux questions essentielles.

Je recommande d'abord ***Bancocratie*** d'Éric Toussaint. C'est la dernière en date d'une déjà longue et fort utile série d'études que le CADTM, publie et que nous n'avons pas manqué de signaler, tant elles sont bien faites. Ce livre est particulièrement complet, il rappelle bien d'où vient la crise financière à l'origine de la situation actuelle, et montre ses implications et ses conséquences. Et les termes de la finance qui y sont employés sont très clairement définis dans un glossaire final. Malheureusement, il se borne à suggérer une série de réformes… qui supposent que le capitalisme pourrait renoncer à avoir la recherche de profit comme objectif… alors que c'est sa raison d'être ! Bref, voila un livre utile (450 pages, 24 euros) à offrir à quelqu'un… qui a déjà lu *Mais où va l'argent?* !!



L'auteur du deuxième livre est le président du CADTM en France, Nicolas Sersiron, son éditeur est le mouvement Utopia et son titre *Dette et extractivisme*. Ce dernier mot est sans doute un néologisme, mais ce qu'il désigne n'est pas nouveau, hélas. Il s'agit du pillage des ressources de la planète, depuis celui exercé autrefois par des colons européens jusqu'à celui organisé aujourd'hui par des entreprises internationales.

(200 p., 8 €)

Cet ouvrage en montre les différentes formes. Mais il va plus loin en dénonçant une nouvelle façon de dépouiller les peuples, à savoir : la dette. De façon très pertinente, il montre comment la dictature de la finance sur le monde a permis d'aller encore plus loin : il ne s'agit plus seulement d'accaparer leurs ressources fossiles et leurs produits agricoles, mais d'aliéner les populations elles-mêmes, en leur imposant des remboursements insensés : «*elles sont instrumentalisées par l'endettement*». On comprend comment le levier qu'est la dette et cet "extractivisme" sont liés, étant tous deux et à la fois facteurs d'injustice, de corruption et de violences sociales. Ce livre n'est pas seulement une source de réflexion, c'est aussi une mine d'informations à faire connaître. Par exemple : «*la population agricole active s'élève* [dans le monde] *à 1,3 milliard de personnes et ne dispose que de 200 millions d'animaux de travail et de 28 millions de tracteurs : la très grande majorité des agriculteurs du monde continue donc de travailler à la main…*» parce que «*la logique du profit, et donc de la faim, est préférée à celle du partage*». À rappeler à ceux qui prétendent que le capitalisme fait profiter tout le monde des progrès techniques

Marie-Louise DUBOIN

L'industrie de la mort

C'est ainsi que l'ancien député du Bas Rhin Yves Bur qualifie à juste titre le marché du tabac[1] dont Mathieu Pechberty, journaliste économique au *Journal du Dimanche*, nous révèle les arcanes dans un ouvrage intitulé *l'Etat accro au tabac*[2]. Il montre comment le ministère de finances, les fabricants de tabac et les buralistes s'entendent pour continuer à profiter d'une manne qui tue chaque année en France 78.000 personnes.

Selon lui, il suffirait pourtant d'une forte hausse du prix du tabac pour faire reculer sa consommation. Mais, par peur de perdre en recettes fiscales quelque 14 milliards d'euros par an, dont la totalité est consacrée au financement de la branche maladie de la Sécurité sociale, les gouvernements de droite ou de "gauche" ont toujours capitulé devant les lobbyistes du tabac.

Les ministres de la Santé perdent toujours devant leurs collègues des finances !

Pour donner le change, l'État se borne à imposer de faibles augmentations du prix du tabac. Comme l'explique un ancien directeur financier d'un des géants du tabac, une hausse des prix inférieure à 6% ne fait pas reculer les accros et *«ne tue pas le marché»*.

L'ancienne SEITA[3], aujourd'hui rachetée par Imperial Tobacco, regorge d'anciens hauts fonctionnaires ou énarques et ses dirigeants entretiennent toujours des relations très fortes avec l'administration des douanes.

Inutile de préciser que les parlementaires sont soumis à un intense lobbying de la part des majors de l'industrie du tabac. Pas étonnant donc qu'en décembre 2012, le Parlement n'ait voté qu'une augmentation de 0,45% du taux des taxes inférieure de 1% à celle qu'avait prévue par le gouvernement Ayrault.

Ce qui correspond à 180 millions d'euros…

Succès socialiste

Non, non, c'est pas ce que vous croyez : ce n'est pas le gouvernement Valls qui vient de sortir la France de la dépression… mais le socialiste Evo Morales qui vient d'être réélu en Bolivie, et pour la troisième fois, président de la République, le 12 octobre, au premier tour, avec 61% des voix.

Rien d'étonnant puisque depuis qu'il est arrivé au pouvoir en 2006 la richesse nationale a été multipliée par trois, le taux d'extrême pauvreté est passé de 38% à 21% en 2012 et l'augmentation continue des exportations a permis à l'État d'augmenter les dépenses publiques au profit des plus pauvres. Le gouvernement a mis en place des bons d'aide aux personnes âgées et aux enfants scolarisés. Il a fait construire des écoles, des hôpitaux, des terrains de jeux, goudronner des routes, installé des systèmes d'égouts, financé l'achat de tracteurs…

Selon les prévisions du FMI publiées le 7 octobre, la Bolivie devrait enregistrer en 2014 la plus forte croissance des pays d'Amérique du Sud avec un PIB en hausse de 5,2%.

Ces performances, Evo Morales les attribue à la "loi de nationalisation" qu'il a promulguée le 1er mai 2006 peu après son arrivée au pouvoir. Elle a permis au pays de récupérer la propriété des hydrocarbures, donc des revenus de leur vente. Il a contraint les entreprises pétrolières à payer 50% d'impôts, alors qu'elles n'en payaient que 18% auparavant. Cela ne les a cependant pas fait partir: Repsol, Total, Petrobras, … sont toujours là et continuent de décider de l'exploitation des ressources.

Selon les calculs du gouvernement bolivien la rente pétrolière a généré 22,3 milliards de dollars entre 2006 et 2013 et 7 milliards ont été investis dans le secteur des hydrocarbures.

La popularité de Morales ne tient pas seulement à ces bonnes performances économiques, mais aussi au fait qu'il a apporté la stabilité politique à un pays qui a connu 160 coups d'État depuis son indépendance, en 1825. Il est aussi le plus ancien président en exercice du continent.

Enfin et surtout, ancien producteur de coca d'origine aymara, Evo Morales Ayma est le premier président syndicaliste et indigène de Bolivie. Les gens se reconnaissent en lui : *«Il est des nôtres, c'est un président qui est fier de ses origines»*, dit un agriculteur, *«beaucoup de Boliviens se sentent représentés par le président»*, souligne le sociologue George Komadina, qui rappelle aussi la reconnaissance internationale dont jouit Morales. Pour le journaliste argentin Pablo Stefanoni, qui fut un temps son conseiller *«Evo Morales a gardé son aura de chef populaire»* et reste le *«représentant d'un renouvellement de l'élite»* car depuis son arrivée au pouvoir, *«l'État a fait une place aux indigènes et aux paysans, ce qui n'avait jamais été le cas avant»*.

Avant de dédier sa victoire électorale à ceux qui *«luttent contre l'impérialisme»*, et notamment *«à Fidel Castro et à Hugo Chavez»*, le président Morales a remercié ses concitoyens : *«Merci pour ce nouveau triomphe du peuple bolivien* […] *Aujourd'hui nous sommes dignes. Plus jamais nous ne serons mendiants, ni humiliés»*.

Le mot socialisme a donc encore un sens pour certains.

Jean-Pierre MON

1 Engagé dans la lutte contre le tabagisme en 2002, il a été stupéfait de découvrir les fortes accointances qui existent entre le pouvoir et les industriels du tabac…

2 L'Etat accro au tabac, First éd., 2014.

3 SEITA = Société (française) d'Exploitation Industrielle des Tabacs et des Allumettes.

«Il y a quelques mois, l'article d'une quinzaine de pages intitulé Les limites énergétiques de la croissance, *que Jean-Marc Jancovici a publié en 2012 dans* Le Débat *(n°171), a été diffusé à une soixantaine de députés, sénateurs et autres animateurs de la vie politique de notre pays. Aucune réaction notable ! Alors que des études étrangères récentes, notamment américaines, confirment l'analyse de Jancovici, qui a l'avantage d'être brève, et en français…*
En France, pour l'instant et le proche avenir, on peut espérer un taux de croissance faible ou nul, devenant ultérieurement négatif de façon définitive. On ne saurait donc compter sur la croissance pour diminuer les inégalités sociales ou pour réduire le taux de chômage, ou pour améliorer notre balance commerciale.
Promettre aux résidents français de régler, grâce à la croissance, les graves problèmes qui les affectent, serait irresponsable et pourrait favoriser les votes de désespoir.»

Jacques Hamon, ingénieur agronome,
IGR (e.r.) de l'Office de la Recherche Scientifique et Technique outre-mer,
ancien sous-directeur général de l'Organisation Mondiale de la Santé.

Voici, en résumé, l'essentiel du texte cité, de J-M Jancovici :

Les limites énergétiques de la croissance

Dans cette étude, Jean-Marc Jancovici démontre que promettre des jours meilleurs grâce à la croissance est un leurre. Il note, dès son introduction, que toute réflexion doit désormais se placer dans un contexte où il y aura de moins en moins de croissance économique, et que la cause principale de cette évolution est le tassement de l'énergie disponible par personne.

Il rappelle d'abord que l'économie "classique", qui est dominante dans les analyses de nos décideurs, affirme que la production résulte de deux facteurs : le capital et le travail, comme si ni l'énergie, ni les ressources naturelles n'y jouaient un rôle ! Il y a pourtant une corrélation majeure entre les variations du PIB et celles de la quantité d'énergie disponible. Non seulement l'observation des statistiques le prouve, mais on sait bien que produire, c'est-à-dire transformer les ressources naturelles, demande de l'énergie. En remplaçant le travail manuel par de l'énergie actionnant des machines, on produit mille fois plus par personne : «*Le moteur d'un camion est 4.000 fois plus puissant que les muscles de son conducteur… Même l'économie dite "dématérialisée" est donc fortement consommatrice de ressources transformées*». Le PIB est le produit de la quantité d'énergie par l'efficacité énergétique, et ce dernier facteur a augmenté, au cours des 50 dernières années, en moyenne, de 0,8% par an. De même, le PIB par personne est le produit, par ce même facteur d'efficacité énergétique, de la quantité d'énergie disponible par individu, laquelle, après avoir très rapidement augmenté de 2,5% par an depuis la fin du XIXe siècle, a brutalement cessé sa croissance, ramenée après 1980 à 0,4% par an. Ainsi la croissance du PIB par personne est alors passée de 3% de croissance annuelle à seulement 1,2%, «*ce qui a "grippé" tout le système redistributif occidental… Ce lien énergie-économie est encore plus vrai pour le pétrole…*» et la diffusion dans l'économie d'une tension sur le pétrole «*résulte non d'un effet de prix mais avant tout d'un effet de volume*».

Or l'énergie disponible par personne, gaz de schiste compris, va continuer à baisser en Europe, où elle est fossile à 80%.

J-M Jancovici en tirait les conclusions suivantes : le lien énergie-économie signifiant *une croissance nulle pour les cinq ans à venir en Europe*, cette *"décarbonisation involontaire" diminuera de 30 à 40 milliards d'euros le PIB annuel de la France* ; comme aucune transition énergétique ne peut exclure une baisse rapide des combustibles fossiles, soit on limite les dégâts en prévoyant la baisse, soit on en subit les chocs et récessions ; cette transition énergétique va démarrer dans un monde sans croissance, «*il faut donc privilégier les mesures qui demandent le moins de capital initial par kWh évité*» et tout projet, quel qu'il soit, devra être précédé d'une analyse menée sur cette base.

Il ajoutait que la priorité est de sortir gaz et fioul du chauffage des bâtiments, la seconde de *"décarboner l'industrie lourde"*, puis de diminuer très rapidement la consommation (donc la taille et la puissance) des véhicules à pétrole.

Il estimait que cette transition allait «*mobiliser des milliers de milliards d'euros en quelques décennies, 50 à 150 milliards par an*».

Alors, en se plaçant dans l'hypothèse du maintien du système capitaliste, ce qu'il ne précisait pas mais est évident, il faisait le calcul suivant : «*si nous prenons un rendement de capital investi de 2 à 4% par an, ce qui est acceptable pour un opérateur public mais pas pour un acteur privé - a fortiori coté en Bourse - on peut justifier d'investir de 1500 à 3000 milliards d'euros pour économiser 60 milliards d'euros d'importation de pétrole et de gaz par an.* Mais *avec un souhait de rendement du capital investi de 10% par an, on ne peut investir que 600 milliards. Les investissements privés spontanés ne suffiront donc pas pour financer la transition énergétique à la bonne vitesse… Il faut donc passer par des acteurs publics. mais le budget public étant déjà exsangue, il n'y a que deux moyens envisageables pour amener les capitaux nécessaires : la création monétaire dédiée, via le financement par la Banque Centrale européenne… ou la mobilisation de l'épargne*».

Ce qu'il concluait clairement par ceci : *nous aurons un effondrement économique et absolument pas… le retour à la croissance "normale"* promise par le candidat Hollande.

Le réchauffement de la planète, dont les conséquences catastrophiques sont prévisibles, met l'humanité face à un choix décisif pour assurer sa survie. Elle ne peut plus se croire tout permis dans son exploitation de la nature, FRANÇOIS CHATEL le rappelait dans La Grande Relève de juillet (1155), elle doit agir avec elle au lieu de la considérer comme sa propriété (GR 1156).
De trois voies envisageables, il examine ici celle du développement durable :*

**faute de place, le texte qui suit a été condensé, le texte intégral étant sur le site* www.economiedistributive.fr

L'heure du choix a sonné

III. Que penser du Développement Durable ?

Le Développement Durable est le choix actuel envisagé pour faire face aux bouleversements qu'entraînera, dans tous les domaines (climat, habitat, faune, flore, économie, agriculture, santé, etc…) le réchauffement climatique (au minimum 2°C) que va subir notre planète pendant ce siècle. Cette voie semble connaître des difficultés à se mettre en place et à trouver les moyens d'atteindre ses objectifs. Essayons d'y voir un peu plus clair.

C'est en 1980 que, pour la première fois, l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) parle de développement durable. Dans le rapport de Gro Harlem Brundtland, *Notre Avenir à tous*, publié en 1987, il est ainsi défini : «*un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs*».

Il s'agit d'une réforme ambitieuse pour freiner, puis contenir, les dégradations environnementales, tout en garantissant la bonne marche du système économique capitaliste jugé irremplaçable.

Ainsi, pour la France, après les lois issues du Grenelle de l'environnement, Ségolène Royal a présenté au Conseil des ministres du 30 juillet dernier, un projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte[1]. De manière similaire, l'ensemble des gouvernements des pays occidentaux, proposent de tels projets.

La "*croissance verte*", d'après ses mentors, vise à engager les pays occidentaux dans la voie d'une croissance qui, à la fois, est créatrice de richesses, d'emplois durables et de progrès, lutte contre le réchauffement climatique, protège la biosphère et réduit la facture énergétique. Le décor est planté. L'objectif est donc la poursuite d'une croissance infinie, durable… et surtout destinée à insuffler de l'air frais au capitalisme. Cette position est celle des investisseurs, des industriels, de la plupart des politiques et des économistes libéraux.

La difficulté de cette voie est de lier le terme, très "occidental", de "développement" économique, avec celui de "durable", qui impose de résoudre à la fois les problèmes de la dégradation de la nature et du climat, et celui de la réduction des ressources qui produisent les énergies dont dépend l'ensemble des activités humaines, production, utilisation, transports, recyclage, etc.

La Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC) a mis en place des négociations internationales pour mondialiser les préoccupations environnementales liées à ce grand projet de Développement Durable, et une Conférence des Parties (COP) est réunie tous les ans pour décider des mesures à mettre en œuvre. Mais depuis 1992, année du Sommet de la Terre à Rio, ces conférences n'ont donné que peu de résultats. La COP 21, qui aura lieu à Paris en 2015, doit mettre en place des engagements contraignants pour tous les pays. Sera-t-elle la conférence de la dernière chance ?

À Copenhague, les occidentaux se sont engagés à des réductions drastiques d'émissions de CO_2 d'ici 2020 par rapport à 1990. Les engagements seront-ils respectés?… Les pays émergents, pour ne pas gêner leur développement économique et industriel, ne veulent pas fixer de tels objectifs. Ils parlent plutôt de réduction de leur intensité carbone. Et selon les experts, ces objectifs ne seraient pas assez contraignants pour limiter l'augmentation de la température moyenne à 2°C.

Le taux de croissance du développement économique de type occidental est mesuré par le produit intérieur brut (PIB) qui reflète l'activité économique interne d'un pays et sa variation d'une période à l'autre. Or le PIB présente l'énorme défaut de ne pas tenir compte du fait que la production consomme du capital naturel et qu'elle dégrade la nature. Et pourtant, parmi les onze indicateurs de développement durable, c'est le PIB qui a été sélectionné par l'Insee ! La partialité d'un tel choix montre combien la préservation d'une économie de type capitaliste est prépondérante tant sur la préservation de la Nature que sur le bien-être des peuples… que le PIB ne mesure pas.

«*Notre niveau de vie n'est pas négociable*», avait prévenu Georges Bush senior. Et dans la même veine, à Kyoto, Clinton, sans prendre de gants : «*Je ne signerai rien qui puisse nuire à notre économie*». Les déclarations des élus et des économistes occidentaux font écho. Ils réclament la croissance économique, dont nous savons pourtant qu'elle se traduit, dans cette société productiviste, par l'exploitation et la destruction de la Nature.

Transition énergétique

Notre énergie actuelle provient, à 85% environ, de trois sources primaires, pétrole, gaz naturel et charbon, qui ne sont pas renouvelables et qui produisent du gaz carbonique, principal gaz à effet de serre (GES). Il faut donc réduire leur utilisation. D'ailleurs leur disponibilité va décroître et risque d'engendrer de sévères pénuries. La transition énergétique qu'implique le développement durable nous met au défi, dans les prochaines années, de remplacer ces énergies issues de ressources fossiles, tout en assumant la croissance économique et l'augmentation de la population mondiale. Mais les marchés ne réagissent pas comme il serait souhaitable et raisonnable, car la demande demeure croissante de la part des pays en développement.
On estime que les réserves de pétrole, compte tenu du niveau de production actuel, dureront encore une cinquantaine d'années. Le gaz, une décennie de plus. Le charbon, un peu plus, mais pas au-delà du début du siècle prochain. Ces ressources devenant rares, l'élévation de leurs prix rendra plus "rentables" l'exploitation de certaines réserves telles que bitumes divers, sables bitumineux, gaz de schiste, gisements de grandes profondeurs. Non seulement leur extraction est désastreuse pour l'environnement, mais en plus les gisements ne sont pas si prometteurs.
Il existe un procédé (Fischer-Tropsch) pour fabriquer du pétrole brut de synthèse à partir de charbon ou de gaz, mais «*son bilan CO_2 est très lourd et son rendement énergétique global demeure un point faible*»[2].
L'indice EROI (*Energy Return On Energy invested*) montre qu'on n'améliore pas l'efficacité énergétique en remplaçant le pétrole par des énergies renouvelables.
Quant à l'informatique et aux biotechnologies, elles n'ont pas engendré à ce jour d'amélioration sensible de l'efficacité énergétique globale de l'économie[3].

Les énergies considérées comme renouvelables

Passons en revue celles dont la mise en œuvre peut être rapide :

L'éolien est trop intermittent pour être utilisable pour l'industrie. En outre, on ne sait pas stocker des quantités massives d'électricité, il faut donc utiliser une autre forme de production d'électricité les jours sans vent. Globalement, l'éolien ne réduit pas les émissions de GES.

Le bois n'est renouvelable et neutre en CO_2 que si son utilisation est compensée par la même quantité produite. Les prévisions d'exploitation ne vont pas dans le bon sens.

Le biogaz permet d'économiser des ressources fossiles, mais surtout d'éviter le rejet dans l'atmosphère de méthane, dont l'effet de serre est 23 fois plus élevé celui du CO_2. Cette source d'énergie reste un appoint intéressant, mais insuffisant, malgré des utilisations pour le chauffage et la production d'électricité et un projet pour les transports.
Les biocarburants sont intéressants si leur production ne rentre pas en concurrence avec celle des produits alimentaires. Jusqu'à présent, il n'existe pas de solution satisfaisante exploitable à grande échelle.

L'énergie solaire photovoltaïque est propre, potentiellement illimitée, mais son coût d'investissement initial est actuellement prohibitif. Son mode d'utilisation est à rapprocher de celui de l'éolien.

La géothermie s'avère financièrement réalisable sur certains sites. L'Islande est le pays le plus prometteur. Cette source d'énergie peut être considérée aujourd'hui comme un appoint intéressant, mais insuffisant.

L'hydroélectricité fournit en Europe 10% de l'énergie. L'ensemble des sites répertoriés fonctionne déjà. Ce domaine peut connaître une expansion sur des continents en développement, mais il est destructeur de sites et impose le déplacement de populations.

L'hydrogène n'est pas une source, c'est un vecteur d'énergie, et il faut davantage d'énergie pour le produire que celle qu'il fournit ! De plus, presque tout l'hydrogène produit aujourd'hui provient du gaz naturel, dont l'extraction connaîtra un pic quelques années seulement après le déclin de l'extraction pétrolière.

Ces énergies renouvelables ne sont généralement utilisables que pour produire chaleur et électricité. Elles ne peuvent pas remplacer le charbon pour la sidérurgie et le pétrole dans la production des matières plastiques, des ordinateurs, des produits phytosanitaires, des bitumes et goudrons, pour la chimie en général et pour les transports aériens.
En conclusion, les renouvelables seules, même en les développant au maximum de leur potentiel, sont totalement incapables de remplacer les énergies fossiles au présent niveau. Seule une réduction d'un facteur 3 ou 4 de notre consommation d'énergie pourrait le permettre. Et il faudra aussi prendre en compte la dégradation des équilibres éco-systémiques engendrée par le réchauffement climatique et l'accroissement démographique. Mais peut-on y penser quand l'idéologie de la croissance est maintenue ?

L'agriculture

Même pour se nourrir, se passer du pétrole va entraîner une réforme complète de l'agriculture. Productrice de 18% des GES, industrialisée, fortement mécanisée, elle est devenue dépendante des carburants. La nourriture ne sera un problème que si nous conservons le standard actuel de notre mode de vie et ses étalages de supermarché. Une conversion vers l'agriculture biologique[4] permettrait d'obtenir la capacité de nourrir la population mondiale, estimée à • • •

9 ou 10 milliards d'individus en 2050. Une orientation plus végétarienne de notre mode d'alimentation apporterait des terres disponibles à cultiver et des bénéfices pour la santé et l'environnement.
Des économies d'énergie et de ressources peuvent être réalisées dans ce domaine[5] : ainsi, «*l'élimination des pertes au cours des différentes étapes, de la ferme à l'assiette, permettrait d'augmenter d'environ 50 % la nourriture disponible à la consommation, sans accroître la surface de cultures*»[6].

Le nucléaire est un des domaines les plus prometteurs pour palier à la disparition des énergies fossiles et il a l'avantage de produire peu de GES. Par contre, c'est le plus controversé, d'une part parce qu'il dépend d'une ressource non-renouvelable, l'uranium, et surtout pour les risques de pollution extrêmement grave qu'il fait courir au monde entier. Les accidents (Tchernobyl, Fukushima) ont donc freiné le développement de l'énergie nucléaire dans le monde. «*Outre son coût, l'industrie nucléaire s'est heurtée successivement à plusieurs problèmes majeurs, dont aucun n'a jusqu'ici trouvé de solution définitive : les passerelles entre le nucléaire civil et militaire, le risque d'accident majeur, l'accumulation de déchets radioactifs à vie longue et la menace terroriste internationale*»[7]. Sans oublier les pollutions rejetées en fonctionnement normal, ni celles, catastrophiques, engendrées au cours de l'extraction de l'uranium[8]. La production d'électricité au rythme actuel, en exploitant la fission de l'uranium 235, est possible durant un peu moins de 100 ans. Or, pour réduire les émissions de CO_2 et palier aux pénuries de ressources fossiles en matière de production d'électricité, «*il s'agirait de multiplier d'un facteur 10, voire davantage, la capacité du parc actuel avant l'avènement de la Génération IV*»[7].
Est-ce possible et raisonnable ?
Si la technique et surtout la sécurité des réacteurs de 4e génération à neutrons rapides parviennent à être maîtrisées, les stocks de déchets d'uranium appauvri en combinaison avec les réserves d'uranium naturel, permettront, à partir du siècle prochain, d'envisager une production d'électricité pendant plusieurs millénaires… Malgré ces promesses industrielles, le nucléaire reste l'objet de nombreuses critiques et même d'abandons par de nombreux pays qui refusent de subir l'angoissante menace des risques encourus.

Les déchets représentent l'envers du décor de cette civilisation. En plus de ceux qui viennent de la filière nucléaire, ils sont partout, ils encombrent les océans et les pays émergents. Un bilan gain/dépenses montre que le recyclage demande bien plus d'énergie qu'il n'en économise.

La croissance verte

Certains experts et auteurs, dont l'un des chefs de file est Jeremy Rifkin, considèrent que le progrès technique va permettre le découplage entre activité économique et besoin d'énergie, nouvelle ère qu'ils intitulent *3ème révolution industrielle* ou *croissance verte* qui conduirait à un nouveau cycle de Kondratiev/Schumpeter. Il est vrai que les progrès techniques permettent de réduire les dépenses énergétiques. Mais la conjugaison de la croissance et de *l'effet rebond* a rapidement anéanti ces économies pour se traduire par un effet opposé.
Même effet pour les baisses d'impacts et de pollution attendues. Tout comme le domaine des services: «*L'opinion courante qui voudrait que les sociétés industrielles soient en train de se dématérialiser parce que la part des services augmente est un mythe. Il n'y a pas de services sans énergie ou sans matière… une large partie des services (au sens de l'INSEE) sont de gros consommateurs d'énergie.*»[9]

La biodiversité

Nulle part au monde, l'objectif fixé par les gouvernements en 2002, à savoir de faire cesser la perte de biodiversité avant 2010, n'a été atteint, que ce soit au plan international ou au plan national. Le niveau d'action actuel est sans commune mesure avec l'ampleur de la menace et les solutions de conservation doivent être considérablement renforcées pour empêcher l'extinction. Et ce n'est pas la marchandisation des services rendus par la biodiversité qui va arranger les choses ! Ainsi, «*Si la valeur monétaire des services rendus par une espèce est inférieure à celle fournie par une activité qui la supprimerait, en toute rationalité économique, l'espèce disparaîtra*»[10].

Le réchauffement climatique

«*La conclusion est pour le moment claire : à l'échelle des temps historiques, l'effet de serre d'origine humaine est sorti du "bruit de fond" pour devenir le premier facteur de variation du climat et pourrait l'être de plus en plus à l'avenir*»[11].
«*Le constat est clair : nos émissions de gaz à effet de serre (surtout de CO_2) augmentent de plus en plus vite, particulièrement depuis dix ans*»[12].
La réaction se fait attendre.
À quel niveau faudra-t-il que la Nature se manifeste pour que l'Homme réagisse ?
De toute façon, les émissions de GES régresseront lorsque les combustibles fossiles seront épuisés. Par contre, plus leur niveau dans l'atmosphère sera élevé, plus les conséquences seront importantes et de longue durée en raison de l'inertie du système planétaire.

Les pièges à carbone

Les forêts, les tourbières et les puits océaniques de carbone ne suffisent plus à absorber les émissions humaines de CO_2. La séquestration connaît donc un intérêt croissant. Du dioxyde de carbone préalablement "capté", lors de l'extraction d'énergies fossiles, ou en sortie de chaudière ou turbines à gaz, puis

comprimé est enfoui dans le sous-sol. Cependant, le nombre de sites se prêtant au stockage géologique sûr est limité et ne peut satisfaire le besoin. Cette technique n'en est qu'à ses balbutiements, et il est fort douteux qu'elle puisse être d'un grand secours dans les proches décennies décisives à venir.

La démographie

«*Et si l'on en croit les données démographiques, il y a de fortes chances pour que la Terre soit peuplée de 10 milliards d'êtres humains avant le milieu du siècle. Quatre milliards de bouches supplémentaires à nourrir, dont la plupart se trouveront sans doute dans les mégalopoles du Tiers-Monde. Quatre milliards d'hommes qu'il faudra loger, chauffer, éclairer alors que 800 millions de personnes souffrent toujours de faim à l'heure actuelle, qu'un milliard et demi n'ont pas accès à l'eau potable et deux milliards ne sont pas raccordés aux réseaux d'électricité!*»[13].
Une autre contradiction du développement durable consiste à vouloir que les pays "émergents" connaissent la prospérité occidentale. «*Or, en 2050, si chaque habitant des pays en développement consomme autant d'énergie qu'un Japonais en 1973, la consommation mondiale d'énergie sera multipliée par quatre!*»[13].
Et si leur niveau de vie atteignait celui des américains aujourd'hui ? !

Une croissance infinie dans un monde fini

«*L'accroissement continu de la population et de la consommation peut-elle s'avérer compatible avec la capacité de la Nature à absorber l'impact écologique des activités humaines ? Il s'agit donc du pari que les nouvelles technologies permettront une production croissante soutenable, consommant peu de ressources énergétiques non-renouvelables*»[14]. L'avenir des générations futures peut-elle dépendre d'un pari ?

L'effet rebond

L'espoir envers les économies d'énergies et l'utilisation des renouvelables, omet la probabilité *dans un système marchand* de l'apparition de l'effet rebond, qui, favorisé par une régulation par le marché et une incitation permanente à la consommation, annihile les économies d'énergie ou de ressources initialement prévues par l'utilisation d'une nouvelle technologie, après adaptation du comportement des utilisateurs. Exemple parmi tant d'autres : l'automobile consomme moins de carburant, donc on va plus loin ou on s'en sert davantage.

Le Capitalisme à l'affût

En réalité, le Développement Durable, face à la dégradation menaçante de l'environnement, cache la priorité de l'oligarchie dominante de profiter de la situation pour relancer le capitalisme en le rafraîchissant dans une couleur à la mode, le vert.
Le capitalisme possède le don, et surtout le manque de scrupule, pour tirer profit de toutes les situations, même les plus graves. Ainsi, tapi derrière la catastrophe environnementale, il se donne une apparence de respectabilité en étudiant et proposant sur le marché des profits beaucoup de techniques supposées réduire l'impact écologique… mais, en réalité, la prédation et la dégradation de la planète continuent à la même échelle.
Le Développement Durable est utilisé à des fins de publicité et de profit. Le succès universel de ce slogan montre le peu de considération en faveur de l'environnement en comparaison de l'intérêt pour le profit et l'enfermement dans la mentalité industrielle.
Que penser des décisions prises parallèlement au Grenelle : relance autoroutière, construction de réacteurs nucléaires, inscription de maïs transgéniques au catalogue des semences, homologation de certains insecticides tueurs d'abeilles, inauguration d'incinérateurs, report de la taxe carbone et de la taxe "poids lourds", déclaration d'utilité publique octroyée à un projet d'aéroport situé sur une zone humide, etc…?

En réalité, le Développement Durable, né d'une intention louable de réagir au déclin de l'environnement, a perdu tout crédit du moment qu'il n'a pas l'intention de se détacher de l'économie capitaliste. Il n'est alors qu'une imposture commerciale de plus qui se permet de récupérer la réalité d'une situation pour mieux duper les peuples et les amener à consommer l'esprit léger et à accepter des compromis dangereux, comme l'énergie nucléaire.
Il ne fait pas de doute que cette croissance encouragée par le capitalisme prédateur ne permettra pas d'envisager une réelle coopération respectueuse avec la Nature dans un délai suffisant pour sauver ce qui peut encore l'être.
La résolution initiale du Développement Durable, de livrer aux générations prochaines une planète en bonne santé, fait plutôt penser à ces promesses électorales jamais tenues. Les parents qui dilapident le capital familial mettent les générations suivantes en difficulté, quitte à ne plus pouvoir remonter la pente, faute de conditions favorables.
Aujourd'hui, les "rêveurs", les utopistes ont changé de camp. «*La "fuite en avant" consistant à parier qu'on trouvera bien des solutions techniques permettant de pallier les destructions massives en cours, nous semble de l'ordre du déni et de l'inconscience ou de la folie.*»[15]
Le dernier rapport de l'ONU à propos du développement durable[16] constate que le modèle de développement global actuel n'est pas durable et qu'en conséquence, la communauté internationale a besoin d'une «*nouvelle économie politique*».

Le danger du totalitarisme écologique

Face à l'urgence de mettre en place les impératifs du développement durable, le sectarisme des possédants et de leurs sbires risque de dépoussiérer les uniformes des mouvements totalitaristes.
La poursuite effrénée de la croissance à tout prix pour la sauvegarde de l'idéologie capitaliste se tra-

duit par des appels à la mobilisation générale sur le front de la guerre économique, par des exhortations au sacrifice dans la conquête des profits et des ressources, à la solidarité nationale pour aider les grandes entreprises et les banques. Derrière l'espoir entretenu se cache une compensation qui n'est jamais avouée : celle du contrôle accru et de plus en plus envahissant de la vie quotidienne. Les technologies de surveillance, de contrôle à la personne, n'ont jamais été aussi nombreuses et élaborées. Même les lois évoluent dans ce sens, sous le prétexte des menaces de terrorisme, de complots, d'atteinte à la personne, de l'immigration, du chômage, etc…

En conclusion, cette solution du Développement Durable n'est pas crédible : pour respecter ses promesses il faudrait concilier deux inconciliables : marier la protection de la Nature, c'est-à-dire la réduction drastique de l'empreinte écologique des activités humaines, avec un régime économique, le capitalisme, dont la raison d'être est précisément basée sur l'exploitation et la destruction de la Nature. Cette incompatibilité voue à l'échec une intention pourtant louable et nécessaire. L'appellation «Développement Durable» est un oxymore qui ne trompe plus personne. Si comme le prétend le néolibéralisme, le capitalisme a pour mission le bien-être général, la situation actuelle montre qu'il a dépassé son seuil de compétence. Donc, s'il reste à l'humanité un peu de raison, l'urgence d'une réaction salutaire doit la conduire à s'en défaire. C'est à cette seule condition qu'un autre développement pourrait être durable.

François CHATEL

RÉFÉRENCES :

1. Projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte NOR: DEVX1413992L/Bleue-**www.developpement-durable.gouv.fr/-La-transition-energetique-pour-la-.html**.
2. Wikipédia
3. Voir rapport du CEDD sur la Croissance Verte : **bit.ly/103o8De**.
4. Brian Halweil, *l'agriculture biologique peut-elle nous nourrir tous ?* http://**www.notre-planete.info/actualites/actu_990_agriculture_biologique_nourrir_tous** et François Chatel, GR 1108 (avril 2010).
5.FAO rapport *«Global food losses and food waste»*, de 2011. http://**www.fao.org/docrep/014/mb060e/mb060e00.pdf**
6. *Est-il possible de concilier capitalisme et développement durable ?* E-mail: **info(at)intal.be** Adresse: Intal, 53, Chaussée de Haecht, 1210 Bruxelles
7. *Sortir du nucléaire* N°30 mars 2006
8. B.Blavette, *Le secteur minier en accusation*, GR 1149 (janvier 2014).
9. Jean-Marc Jancovici, *L'économie pourrait-elle décroître ?* dernière version : juillet 2014 site de l'auteur : **www.manicore.com**.
10. Geneviève Azam, *Le temps du monde fini*, Ed: LLL.
11.Jean-Marc Jancovici, *Le réchauffement de la planète a-t-il commencé ?*
12. 5eme rapport du GIEC, *sortir des énergies fossiles est indispensable*.
13. Les enjeux du Développement Durable. http://**www.developpement-durable.gouv.fr/Les-enjeux-du-developpement,15068.html**
14. Jean Aubin, *Croissance infinie. La grande illusion*. Ed: LME.
15. P.Crifo, M.Debonneuil, A.Grandjean, Conseil économique pour le développement durable **www.developpement-durable.gouv.fr.**
16.*Resilient People, Resilient Planet: A Future Worth Choosing*, 30 /1/12, **en.unesco.org/system/files/GSP_Report_web_final.pdf.**

Agissez !
Nous ne saurions trop suggérer à nos lecteurs de faire le plus possible découvrir La Grande Relève à leurs proches, d'abord pour les aider à réfléchir et leur faire connaître nos propositions, et puis pour les inciter à s'abonner.
Car s'abonner c'est soutenir ce journal qui, écrit et mis en pages par des bénévoles, ne vit que grâce à ses abonnés, sans publicités payantes et sans la moindre subvention.

Merci à nos abonnés de nous économiser des frais de rappel en surveillant la date d'échéance de leur abonnement : nous l'indiquons sur l'étiquette à leur nom qui est collée sur les enveloppes d'expédition. Quand l'échéance est passée, nous l'imprimons en rouge, mais nous poursuivons l'abonnement plusieurs mois avant d'envoyer une lettre de rappel. Sans réponse à cette lettre, nous espérons encore quelque temps avant de résilier, à contre-cœur, l'abonnement !

SOUSCRIPTION PERMANENTE

POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE

M. Decker 22,2 - Mme S. Barbier 27 - Mme C. Melançon 172 - J. Matejko 17 - R. Labesse 50 - R. Cazilhac 7 - Mme J. Barbier-Caumel 17 - A. Chadeyron 7. Total 319,2 euros.

Merci à tous !

Grâce à cette souscription, nous pouvons poursuivre la publication du journal, en modérant le prix de l'abonnement, et en faire le service gratuit à des personnes qui n'en ont pas les moyens mais tiennent à le lire et à le diffuser.

Guy EVRARD s'interroge sur la question particulière des relations de l'homme à l'animal, largement développée dans les deux articles de François CHATEL parus dans GR 1155 et GR 1156:

Sortir de l'animalité dans la nature ?

Nous devons remercier François Chatel pour les pages de culture qu'il nous offre, mettant en cohérence l'évolution de l'humanité au travers de sa relation avec la nature, depuis la transition (révolution ?) néolithique jusqu'à l'indispensable transition (révolution ?) à accomplir à brève échéance, au risque d'un cataclysme. La quête des données par les anthropologues, les archéologues, les préhistoriens..., n'est bien sûr jamais achevée, comme en témoignent par exemple les travaux de Jean-Paul Demoule (il fut le premier président de l'Institut national de recherche archéologique préventive) sur le thème *L'origine de l'agriculture et l'émergence des inégalités*, évoqués dans *La Recherche* du mois d'août 2014[1]. On peut citer également l'ouvrage récent de Paul Guilaine (professeur honoraire d'archéologie au Collège de France), sur le même sujet : *Caïn, Abel, Ötzi - L'héritage néolithique*[2].

Dans ses deux articles, François Chatel accorde une importance particulière à l'essor de l'alimentation carnée des hommes, avec toutes les dérives que son organisation industrielle entraîne aujourd'hui, que ce soit par l'élevage ou la pêche et l'aquaculture, qui ne tiennent aucun compte du droit de vivre et du bien-être des animaux, et conduisent aux désastres écologiques largement décrits. Il me semble cependant que des contradictions sont occultées lorsque l'abandon de la viande dans l'alimentation humaine est préconisé.

• D'abord, si l'humanité choisit la réconciliation avec la nature, parmi les trois possibilités envisagées, comme le souhaite l'auteur et probablement les lecteurs de la *GR*, il convient, sans excès de naturalisme, d'analyser les conditions dans lesquelles l'homme a accédé à une alimentation comportant de la viande, puis finalement adopté un régime omnivore, sans doute la meilleure garantie de sa pérennité. Le passage définitif à la position debout (de l'*homo habilis* à l'*homo erectus*), il y a plus de 2 millions d'années, permettant le développement d'un cerveau plus large, à la condition de ressources énergétiques plus importantes[3], a coïncidé avec un certain perfectionnement de l'outil et sans doute des techniques de chasse plus efficaces, positionnant l'homme au rang des grands prédateurs et lui ouvrant l'accès à «*la viande sur pattes*». Pourrait-on, aujourd'hui, soustraire totalement la viande de son alimentation sans risquer de voir apparaître des carences dans les générations à venir ? Certes, dans les pays développés, la proportion de viande dans notre alimentation est en moyenne beaucoup trop élevée et elle-même source de graves problèmes de santé. Et je ne suis pas sûr que remplacer les produits de la pêche et de l'élevage par des tablettes issues du recyclage des protéines humaines extraites de nos cadavres, comme le suggérait la fiction *Soleil vert*[4], soit très soutenable !

• Toujours sans excès de naturalisme, il faut se pencher sur la logique des chaînes alimentaires que tente de perpétuer la nature, comme un de ses fondements. C'est en tout cas ce que l'homme décrivait, en se plaçant résolument à une extrémité de celles-ci (pour ne pas dire au sommet). Une position aujourd'hui contestée à partir de la détermination du niveau trophique de l'espèce humaine[5].

J.-P. Demoule, dans son article cité plus haut, *Une continuité entre l'homme et l'animal*[1], nous renvoie au préhistorien André Leroi-Gourhan, dont il dit que son «*œuvre se déploie à l'articulation du biologique et du culturel, sans donner l'exclusivité au premier - ce sera l'erreur de la "sociobiologie" dans les années 1970 - ni au contraire au second - ce sera l'erreur du "post-modernisme" des années 1980-1990*». Ce qui suggère que l'homme n'est en réalité pas encore totalement détaché de l'animalité. J.-P. Demoule cite alors ce qu'écrivait A. Leroi-Gourhan[6], il y a cinquante ans, à propos *d'homo sapiens*, et qui se confirme plus que jamais aujourd'hui : «*Son économie reste celle d'un mammifère hautement prédateur, même après le passage à l'agriculture et à l'élevage. À partir de ce point, l'organisme collectif devient prépondérant de manière de plus en plus impérative, et l'homme devient l'instrument d'une ascension techno-économique à laquelle il prête ses idées et ses bras. De la sorte, la société humaine devient la principale consommatrice d'hommes, sous toutes ses formes, par la violence ou le travail. L'homme y gagne d'assurer progressivement une prise de possession du monde naturel qui doit, si l'on projette dans le futur les termes techno-économiques de l'actuel, se terminer par une victoire totale, la dernière poche de pétrole vidée pour cuire la dernière poignée d'herbe mangée avec le dernier rat*»[1] !

La question n'est-elle donc pas de savoir comment une humanité partie prenante de la nature peut échapper totalement à des comportements propres à celle-ci, guidée par la culture ? Sans doute est-ce aux philosophes d'aujourd'hui de nous éclairer en remettant l'ouvrage sur le métier.

La fin de la production industrielle de viande et le

retour à l'élevage dans de petites exploitations locales, celles qui ont contribué au fil des siècles à l'accroissement d'une certaine biodiversité, à condition effectivement d'une mutation drastique de nos comportements alimentaires vers moins de protéines animales, au moins dans les pays développés, me semble un compromis momentanément acceptable, sans besoin de justifications métaphysiques. En attendant que cette «*éthique de la Terre*», une notion que l'on doit au biologiste et forestier américain Aldo Leopold, s'enracine et nous fasse entrevoir la solution.

Dans son dernier ouvrage, Hubert Reeves[7] voit dans leurs facultés acquises au cours de l'évolution une capacité des hommes à élargir leur humanisme à la nature, comme une nouvelle étape dans la complexification graduelle de l'univers qu'il aime à nous raconter. Pour nous convaincre que cette évolution est bien en cours, il cite deux exemples. Le premier est cette phrase que l'on prêtait aux Amérindiens avant de tuer un ours : «*Excuse-moi, mais c'est toi ou nous*». Le second est la modification récente d'un avertissement dans un parc naturel américain. La version initiale était : «*Ne cueillez pas les fleurs. Vous en priveriez les autres visiteurs*». Elle est devenue : «*Ne cueillez pas les fleurs. Tout comme vous, elles ont le droit de vivre*». Le juste équilibre reste donc une quête à poursuivre !

Guy EVRARD

Références documentaires :

1. Jean-Paul Demoule, *Une continuité entre l'homme et l'animal*, *La Recherche*, août 2014,n°490.
2. Jean Guilaine, *Caïn, Abel, Ötzi - L'héritage néolithique*, éd. nrf Gallimard, 2011.
3. Pierre Barthelemy, *Pourquoi l'enfance des humains est-elle si longue ?*, Blogs *Le Monde*, 31 août 2014.
4. Voir par exemple : Wikipédia, **http://fr.wikipedia.org/wiki/Soleil_vert_(film)**
5. Voir par exemple : IRD, *Un nouvel indice positionne l'homme au même niveau que l'anchois dans la chaîne alimentaire !*, 4 décembre 2013. **https://www.ird.fr/toute-lactualite/actualites/communiques-et-dossiers-de-presse/un-nouvel-indice-positionne-l-homme-au-meme-niveau-que-l-anchois-dans-la-chaine-alimentaire**
6. André Leroi-Gourhan, *Le geste et la parole*, tome I, *Technique et langage*, éd. Albin Michel Sciences, 1964 (tome II, *La mémoire et les rythmes*, 1965).
7. Hubert Reeves, *Là où croît le péril... croît aussi ce qui sauve*, éd. Seuil, septembre 2013, pp. 155-156.

Lire également :

- Jean-Paul Demoule, *Les origines de la culture - La révolution néolithique*, éd. Le Pommier, Cité des sciences et de l'industrie, 2008.
- Yves Coppens, *Histoire de l'homme et changements climatiques*, leçon de clôture de la chaire de paléoanthropologie et préhistoire du Collège de France, le 21 juin 2005, éd. Fayard, 2006.
- Jean-Jacques Hublin avec Bernard Seytre, *Quand d'autres hommes peuplaient la Terre*, éd. Flammarion, 2008.

COURRIER DES ...

Je répare avec bonheur mon retard de réabonnement. La réception de La Grande Relève est une fête chaque fois renouvelée. Ses articles m'aident dans les multiples choix journaliers et à me positionner vis-à-vis des idées et des concepts. Merci d'exister !

Mme V., Bessancourt

***

Croyez en ma sincère gratitude pour l'aide précieuse que vous apportez à travers votre mensuel dans ma vie d'humble militant syndicaliste.

A.C. St Marcellin en Forez.

***

Peut-être avez-vous eu connaissance de la parution du livre "Le capital au XXIe siècle". Elle prouve que notre système économique est de plus en plus remis en cause par des personnes de milieux divers. Quand nos concitoyens comprendront-ils que nos politiques nous entraînent dans le mur et cela de plus en plus vite ? Nous devons continuer le combat et vous le faites très bien. Courage !!

R. S. Albert.

RDLR : ce livre de l'économiste Thomas Piketty est une excellente dénonciation de la croissance des inégalités. Malheureusement, il ne remet pas en cause les mécanises du capitalisme qui en sont responsables.

***

Conditionné par le dogme de la monnaie, qui impose son diktat impitoyable à la masse des terriens, notre monde est dominé par deux éléments-clés : le temps et l'argent. Ces deux notions servent de base à tous les calculs dits économiques, mais dont la seule finalité est le profit financier.

Le temps, contrairement à l'argent, n'est pas une création de l'homme… Cet élément immatériel est imbriqué dans tout, naturel et gratuit, il ne peut pas s'acheter, aucun pouvoir, aucune force au monde ne peut l'accaparer ni le transformer.

L'argent est un moyen fictif, conventionnel, conçu pour faciliter l'échange, mais qui a été machiavéliquement détourné de ce rôle, d'où les heurts et malheurs de la société du pognon ! L'argent n'a pas d'odeur, disait en son temps déjà le promoteur des "vespasiennes". Ajoutons aujourd'hui : ni honte, ni honneur, tant les magouilles se succèdent au quotidien. Un marathon économique, sauvage et sans pitié, laisse sur la touche les moins rusés, ils sont rejetés, plumés, "désolvabilisés". Il faut de l'argent pour vivre ? — N'est-ce pas déifier un mythe ? Détourner un moyen fictif en valeur… fausse ? Au nom de tels

subterfuges, détruire la nature, polluer l'atmosphère, les sols, les rivières, les fleuves, les océans, n'est-ce pas s'entêter à scier la branche sur laquelle nous sommes assis ? Quel pouvoir possède la monnaie bancaire électronique pour colmater les brèches ouvertes dans la couche d'ozone ? L'obsession de l'argent fige la réflexion critique, qui est pourtant indispensable pour comprendre qu'une économie à visage humain impose la démystification de cette idole. Sans une transformation du rôle de la monnaie, la mondialisation du marché et la compétition financière auront raison de toutes nos aspirations !

La vie n'existe et ne se maintient qu'à condition que soit respecté le milieu naturel qui la génère. Alors, au lieu de rester passifs et sourds aux cris d'alarme, n'est-il pas temps de prendre le temps de vivre, pleinement et sainement, en ne mélangeant plus le temps et l'argent ? Devant l'ampleur des catastrophes, ne nous contentons pas de tenter des thérapies qui en atténueraient les effets : arrêtons-en d'urgence les causes. Utilisons le côté positif du progrès, l'accroissement des connaissances scientifiques, mais en respectant la nature.

Clemenceau disait que les cimetières regorgent de gens indispensables. Ajoutons : et de gens pressés. La canarde prend le temps de prendre le nôtre, est-il besoin d'avancer son heure pour satisfaire aux exigences d'un mythe ?

Les coffres-forts ne suivent jamais les corbillards !

E.B., Le Pellerin.

***

Toujours aussi agréable à lire !

J.P., Triel.

***

Un peu d'optimisme, s'il vous plait! Le capitalisme a mis en place, assez largement, les moyens de sa succession.

Voilà déjà longtemps qu'il est accroché aux béquilles de l'État. Qu'est-ce que ça veut dire ? — Qu'il doit faire appel aux idées socialistes pour subsister, même si la forme de cet emprunt est fort discutable.

Il faut être "de gauche" pour ne pas s'en apercevoir ! Et ne pas souligner. Même remarque pour les sommes qui passent d'une place boursière à l'autre en quelques secondes. Il serait bon d'en rappeler le montant. Toute monnaie en circulation est, de fait, gagée sur la production et les services. Même au temps de la monnaie précieuse, cela était le cas, en arrière-plan, car on n'aurait jamais gagé la monnaie sur l'or ou l'argent si cela n'avait permis de se procurer biens et services. Il ne nous reste qu'à officialiser la situation.

J. M., Annecy

RDLR : Quand nous disons que la monnaie doit être gagée sur la production, il s'agit de la masse totale d'une monnaie distributive, c'est-à-dire d'un pouvoir d'achat qui ne circule pas, qui est annulé quand on l'utilise. C'est ce qui permet de rendre sa masse totale équivalente, pour une période donnée, au prix total des produits mis en vente au cours de cette période.

***

Œuvre d'intérêt public de dénoncer cette "économie de casino" que les médias de désinformation appellent encore économie de marché !

R.C. Narbonne.

TARIFS D'ABONNEMENT (11 numéros par an)

France, *régime intérieur pour la Poste*. . . . . .23 euros.
(soutien : + 14 *euros par an par exemplaire en plus, chaque mois)*
DOM . . . . . .25,45 euros.
TOM . . . . . .29 euros.
Régime international, *suivant les zones redéfinies par la Poste au premier janvier 2014 :*
Zone 1 (Bénélux, Espagne,R-U, Suisse, ...) . . . . .29,01 euros.
Zone 2 (autres pays européens) . . . . . .27,15 euros.
Zone 3 (Canada, États-Unis,...) . . . . . .29,81 euros.
Zone 4 (Afrique, Amérique du Sud,...) . . . . . .30,38 euros.

RÈGLEMENTS :

par chèque bancaire ou postal, établi à l'ordre de
La Grande Relève
et envoyé
88 Bd Carnot
78110 Le Vésinet France
N° de compte à la banque postale 1340239M020
IBAN : FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016
BIC : PSSTFRPPPAR

JE M'ABONNE À ..... EXEMPLAIRE(S) MENSUEL DE *LA GRANDE RELÈVE* À PARTIR DU N° .....
Voici comment faire tenir mon adresse dans une étiquette suivant les normes imposées par La Poste :

PRÉNOM, NOM .....
IMMEUBLE .....
N° ET VOIE .....
CODE POSTAL ET COMMUNE ☐☐☐☐☐ .....

Je commande les ouvrages suivants : .....
....
....
J'envoie pour cela la somme de ..... euros
par chèque .....
date signature

CE QUE NOUS PROPOSONS :

En résumé, il s'agit de rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable.

Pour cela, il faut que la monnaie actuelle soit remplacée par une monnaie qui ne circule pas pour qu'on ne puisse plus la "placer" pour "rapporter".

Cette monnaie "distributive", émise par une institution publique, est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise, tout en laissant au consommateur la liberté de ses choix.

Créées et détruites au même rythme, masse monétaire et production sont ainsi deux flux permanents qui s'équilibrent. L'intensité de ces flux est définie par les citoyens, qui décidant démocratiquement, à l'échelle appropriée, de ce qui sera produit et dans quelles conditions, et de l'importance relative des parts à faire dans la masse monétaire pour financer la production, pour assurer les services publics (car impôts et taxes n'existent plus), et pour verser à chacun un revenu garanti qui permette à tous de vivre libres.

Ainsi les décisions prises n'ont plus de retombées financières personnelles, l'intérêt général prévaut enfin sur l'intérêt particulier et la démocratie peut devenir réalité.

LECTURES POUR APPROFONDIR :

- ***JACQUES DUBOIN***
  Extraits choisis dans son œuvre (1 euro).

- ***ET SI ON CHANGEAIT ?***
  Bande dessinée par J.VIGNES-ELIE (3,8 euros).

- ***LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000***
  Un roman de M-L DUBOIN qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie distributive et montre ce qu'elle apporte à la société (13 euros).

- ***MAIS OÙ VA L'ARGENT ?***
  l'étude, par M-L Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer. (édition du Sextant, 240 pages,13 euros)

- D'anciens numéros sont disponibles (1 euro)
- *Épuisés sur papier, des textes sont téléchargeables sur notre site internet. Par exemple:*
- **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN**
  le texte d'une conférence d'ANDRÉ PRIME.

Tous les prix indiqués sont franco de port.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Direction et mise en pages : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Graphisme : Anne-Laure WITSCHGER.

Imprimé par la Scop Imprimerie de Ruffié

(certifiée ISO 14001 et labélisée Imprim'Vert et Print Environnement, impression avec encre végétale sur papiers recyclés ou PEFC, sans alcool)

Adresse postale : 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet

Téléphone, *seulement le lundi après-midi*, 01 30 71 58 04

Adresse électronique :grande.releve.net@wanadoo.fr

Nouveau site internet : http://www.economiedistributive.fr

(Tarifs et bulletin d'abonnement sont au dos de cette page)